

## PSR 73.01.07.1 (HORS FEADER) - INVESTISSEMENTS HYDRAULIQUES SUR L'EXPLOITATION AGRICOLE

Tout financeur (HORS FEADER)	
Fonds	Les financements publics hors FEADER peuvent s'inscrire dans le cadre cette fiche PSR conformément à leur Règlement d'intervention respectif.
Type d'intervention RDR 4	Investissements
Base réglementaire : article du PSN	Article 73
Intitulé dispositif régional NAQ	Investissements hydrauliques sur l'exploitation agricole
Description du dispositif régional (objectifs, enjeux, périmètre)	<p>Dans le contexte actuel de changement climatique, les territoires doivent, et devront, de plus en plus, faire face à des précipitations aléatoires et des périodes de chaleur et de sécheresse de plus en plus longues et marquées. L'accès raisonné à l'eau est ainsi un gage de pérennité des exploitations, de confortement des productions sur certains territoires et de compétitivité de l'agriculture.</p> <p>Cette intervention vise à moderniser et développer des infrastructures hydrauliques capables de fournir l'eau nécessaire aux exploitations agricoles, dans le but de les rendre plus résilientes. Dans ce cadre, une attention particulière sera portée aux projets de substitution, dans le temps et/ou entre masses d'eau, afin de développer leur mise en œuvre ainsi qu'aux projets d'économies d'eau ou visant à rendre son utilisation la plus efficiente possible sur les territoires ruraux.</p> <p>Les investissements viseront :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'aide pour l'accès à l'eau,</li> <li>• l'aide à la création, l'agrandissement, la réhabilitation et la modernisation d'ouvrages de stockage d'eau,</li> <li>• l'aide à la réalimentation et au stockage en nappes phréatique,</li> <li>• l'aide à la modernisation, la réhabilitation, la création et l'extension de réseaux d'irrigation,</li> <li>• l'aide aux projets de réutilisation d'eaux usées (Reuse),</li> <li>• l'aide aux études,</li> <li>• l'aide à l'animation.</li> </ul> <p>Les projets d'irrigations (investissements de production à la parcelle, type pilotage, goutte à goutte, aspersion ; retenues individuelles, forages, pompes, réseaux de transport et de distribution...</p> <p>Ces projets s'inscriront dans les objectifs des Schémas Directeurs d'Aménagement et des Gestion des Eaux (SDAGE).</p> <p>Ces investissements sont un des maillons du concept de mix hydrique qui regroupe un ensemble de solutions face au changement climatique en intégrant les relations entre climat, hydrologie, hydrogéologie, usages et gouvernance de l'eau. Ces investissements hydrauliques viennent ainsi en complément d'autres solutions</p>

	<p>prises en place par les acteurs comme du matériel hydro-économe et innovant, des outils d'aide à la décision et l'utilisation de la data, la sélection variétale, des pratiques agricoles favorisant le stockage d'eau dans le sol...</p> <p>L'intervention répondra donc aux besoins exprimés en termes de résilience des systèmes face aux changements climatiques et d'accompagner des systèmes et pratiques agricoles dans l'utilisation efficace et durable de la ressource eau.</p>
Année de démarrage du dispositif	Novembre 2023
2. Eligibilité	
Bénéficiaires éligibles	Agriculteurs actifs et les groupements d'agriculteurs
Conditions d'éligibilité	<p>Les conditions de <b>l'article 74</b> du R. (UE) 2021/2115 s'appliquant aux aides en faveur des investissements en irrigation devront être respectées.</p> <p>1. Il peut être octroyé une aide en faveur des <b>investissements dans l'irrigation de zones nouvellement ou déjà irriguées</b>, pour autant que les conditions prévues à l'article 73 du R. (UE) 2021/2115 soient remplies.</p> <p>2. Les investissements dans l'irrigation ne sont financés que lorsque l'État membre concerné a envoyé à la Commission un plan de gestion de district hydrographique, comme le prévoit la directive 2000/60/CE, pour toute la zone dans laquelle l'investissement doit être réalisé ainsi que dans toute autre zone dont l'environnement peut être affecté par l'investissement. Les mesures prenant effet dans le cadre du plan de gestion de district hydrographique conformément à l'article 11 de ladite directive et concernant le secteur agricole ont été indiquées dans le programme de mesures pertinent. En France, les Schémas Directeurs d'Aménagement et des Gestion des Eaux (<b>SDAGE</b>) répondent à cette exigence.</p> <p>3. <b>Un système de mesure de la consommation d'eau</b> au niveau de l'investissement bénéficiant de l'aide est en place ou est mis en place dans le cadre de l'investissement.</p> <p>4. Il peut être octroyé une aide pour un investissement destiné à l'amélioration d'une installation d'irrigation existante ou d'un élément d'une infrastructure d'irrigation que dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. il ressort d'une évaluation ex ante que l'investissement est susceptible de permettre des <b>économies d'eau potentielles d'au minimum 5%</b> compte tenu des paramètres techniques de l'installation ou de l'infrastructure existante ;</li> <li>b. lorsque l'investissement a une incidence sur les masses d'eaux souterraines ou de surface dont l'état a été qualifié de moins que bon dans le plan de gestion de district hydrographique pertinent pour des raisons liées à la quantité d'eau, l'investissement devra permettre <b>une réduction effective de l'utilisation de l'eau au moins égale à 50%</b> de l'économie d'eau potentielle afin de contribuer à l'obtention d'un bon état de ces masses d'eau, conformément à l'article 4, paragraphe 1, de la directive 2000/60/CE.</li> </ul>

	<p>Dans le respect de ces pourcentages minimum, chaque autorité régionale dans son document de mise en œuvre, pourra décliner les conditions d'économie d'eau à atteindre.</p> <p>Aucune des conditions visées au présent paragraphe ne s'applique à un investissement dans une installation existante qui n'a d'incidence que sur l'efficacité énergétique, à un investissement dans la création d'un réservoir ou à un investissement dans l'utilisation d'eau recyclée qui n'a pas d'incidence sur une masse d'eau souterraine ou de surface.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Il peut être octroyé une aide aux investissements dans <b>l'utilisation d'eau recyclée en tant qu'autre source d'approvisionnement en eau que si la fourniture et l'utilisation de cette eau est conforme au règlement (UE) 2020/741 du Parlement européen et du Conseil (46).</b></li> <li>• Il ne peut être octroyé une aide à un investissement se traduisant par une augmentation nette de la zone irriguée ayant une incidence sur une masse donnée d'eau souterraine ou de surface que si : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. l'état de la masse d'eau n'a pas été qualifié de moins que bon, dans le plan de gestion de district hydrographique pertinent, pour des raisons liées à la quantité d'eau ; et</li> <li>b. une analyse de l'incidence environnementale montre que l'investissement n'aura pas d'incidence environnementale négative importante ; cette évaluation de l'incidence environnementale est soit réalisée par l'autorité compétente, soit approuvée par celle-ci, et peut également porter sur des groupes d'exploitations.</li> </ul> </li> <li>• Il peut être octroyé une aide pour un investissement destiné à la création ou à l'extension d'un réservoir aux fins de l'irrigation qu'à la condition que cela n'ait pas d'incidence environnementale négative importante.</li> </ul>
Coûts éligibles	Selon les conditions propres à chaque financeur.
Inéligibilités	<p>Ne sont pas éligibles les investissements définis comme tels dans l'article 73 du Règlement (UE) 2021/2115 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Acquisition de droits de production agricole ;</li> <li>b) Acquisition de droits au paiement ;</li> <li>c) Achat de terrain pour un montant supérieur à 10 % des dépenses totales éligibles de l'opération concernée,</li> <li>d) Acquisition d'animaux d'élevage, de plantes annuelles, ainsi que les plantations de ces dernières, à des fins autres que (i) la reconstitution du potentiel agricole ou forestier à la suite de catastrophes naturelles, de phénomènes climatiques défavorables ou d'événements catastrophiques, (ii) la protection des troupeaux contre les grands prédateurs ou l' utilisation en foresterie à la place de machines, (iii) la protection des races menacées telles que définies à l' article 2 du Règlement UE n° 2016/1012 dans le cadre des engagements visés à l' article 65 ou (iv) la préservation des variétés végétales rares dans le cadre des engagements visés à l'article 65 ;</li> <li>e) Intérêts débiteurs, sauf en ce qui concerne des subventions accordées sous la forme de bonifications d'intérêts ou de contributions aux primes de garantie ;</li> <li>f) Investissements dans des infrastructures à grande échelle [...], telles qu'elles sont définies par les États membres, ne relevant pas des stratégies de développement local mené par les acteurs locaux définies à l'article 26 du règlement (UE)</li> </ul>

	2021/1060, à l'exception du haut débit, des énergies renouvelables, de la protection contre les inondations et de la protection des côtes visant à réduire les conséquences de catastrophes naturelles, de phénomènes climatiques défavorables ou d'événements catastrophiques susceptibles de se produire
Eligibilité temporelle des dépenses	Selon les conditions propres à chaque financeur à compter du 01/01/2023
Eligibilité Géographique	Le siège de l'exploitation doit être situé en Nouvelle-Aquitaine
Ligne de partage PSN/crédits Région/autres financeurs	Sans objet
Ligne de partage FESI	Les financements au titre du FEADER et de la Région s'adosent au dispositif 73.01
<b>3. Modalités d'octroi de l'aide</b>	
Principes de sélection	Selon les conditions propres à chaque financeur.
Fonctionnement du dispositif	Selon les conditions propres à chaque financeur.
Bonifications éventuelles	Selon les conditions propres à chaque financeur.
Montants et taux maximum d'aide publique	Le taux d'aide publique est compris entre 20% et 100% conformément à l'article 74 :  a) 80 % des coûts éligibles pour les investissements en matière d'irrigation dans les exploitations agricoles réalisés au titre du paragraphe 4 ; b) 65 % des coûts éligibles pour d'autres investissements en matière d'irrigation réalisés dans les exploitations agricoles.
<b>4. Nature et montant de l'aide</b>	
Type de soutien	Subvention ou Instrument Financier
Top up	Sans FEADER
Financeurs	Agences de l'eau, Départements, Etat...
<b>5. calcul du montant de l'aide</b>	
Plancher (en dépenses éligibles)	Selon les conditions propres à chaque financeur.
Plafonds (en dépenses éligibles)	Selon les conditions propres à chaque financeur.
Recours à des options de coûts simplifiés	Non
Précisions éventuelles sur le calcul appliquées à certaines catégories de dépenses	Foncier plafonné à 10% du total des travaux éligibles
Règlementation aides d'Etat	Soumis à l'article 42 TFUE

	<p>Régime d'Aide d'Etat n° SA.50388 2018/N relatif aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production (en vigueur jusqu'au 31/12/2023 nouveau régime en préparation)</p> <p>Régime d'Aide d'Etat notifié à la Commission européenne en faveur des infrastructures hydrauliques agricoles (en cours d'examen par la Commission européenne).</p>
<p>Conditions relatives à l'état quantitatif des masses d'eau : cartes des masses d'eau souterraines ou de surface en état moins que bon</p>	<p><b>Article 74-4</b>  Amélioration d'une installation existante sans augmentation des surfaces irriguées, ni des prélèvements  - En Zone en bon état : vérifier économie d'eau potentielle de 5% minimum  - En zone en état moins que bon : vérifier l'économie d'eau effective de 2,5% minimum  SAUF pour les projets spécifiques suivants (pas de condition d'économie d'eau) :  - Efficacité énergétique seulement  - Reuse sans incidence sur les masses d'eau sous-terraines ou de surfaces  - Création de réservoir sans incidence environnementale négative importante</p> <p><b>Article 74-6</b>  Création/extension d'une installation existante avec augmentation des surfaces ou augmentation des prélèvements  - En Zone en bon état : vérifier l'absence d'incidence environnementale négative importante  - En zone en état moins que bon : PAS DE FINANCEMENT PUBLIC</p> <p><b>En Nouvelle-Aquitaine :</b>  - les masses d'eau souterraines ou de surface en équilibre correspond aux masses d'eau dont l'état n'a pas été qualifié de « moins que bon » définies dans l'Art.74  - les masses d'eau en équilibre correspondent aux zones non colorées sur les cartes annexées aux documents de mise en œuvre.</p>